

Modèle proposition de projet

DEMANDE DE FINANCEMENT DE PROJET DANS LE DOMAINE DE LA CONSOLIDATION DE LA SOCIÉTÉ

NOM DU PROJET :	« AKARIHO KARAVUGWA » : PROMOUVOIR LA RECONNAISSANCE DES MÉMOIRES COLLECTIVES ET RÉCITS MULTIPLES DU PASSÉ AU BURUNDI
MONTANT DEMANDÉ :	€1.124.198
DURÉE :	42 mois
DATE D'INTRODUCTION :	09 DECEMBRE 2017

1. Organisation

Nom complet :	Impunity Watch
Abréviation :	IW
Statut juridique :	Stichting / Fondation
Adresse officielle :	Joseph Haydnlaan 2A, 3533 AE Utrecht, The Netherlands
Adresse pour la correspondance :	Rue du coton 6, Gatoke, Bujumbura
Représentant (nom et fonction) :	Marlies Stappers, Directrice (Pays-Bas) David Taylor, Chef de mission (Burundi)
Site Internet :	www.impunitywatch.org
Personne de contact :	David Taylor
Téléphone :	+257 22 27 5923
GSM :	+257 75 45 9004
E-mail :	david.taylor@impunitywatch.org

2. Données bancaires

Nom de la banque :	Rabobank
Adresse de la banque :	P.O. Box 223, Utrecht, the Netherlands
Numéro de compte / IBAN (UE) :	IBAN — NL77RAB00142742511
Titulaire :	Stichting Impunity Watch
BIC / SWIFT :	RABONL2U
Référence à indiquer lors des paiements :	Projet Akariho

3. Motivation

En avril 2015, la décision du CNDD-FDD de nommer le président actuel comme candidat pour la présidentielle, a provoqué une crise politico-sécuritaire au Burundi. Malgré la forte opposition au 3^{ème} mandat consécutif du président, la nomination n'était que l'étincelle qui a allumé la flamme de mécontentement total motivant les Burundais à se mobiliser face à une situation d'impunité, de corruption, de manque d'opportunités, de subversion de l'État de droit et de violence étatique. Cette situation est, en grande partie, le résultat de l'absence de justice et de redevabilité pour les crimes du passé, et de la culture d'impunité qui en découle, à tous les niveaux de la société. L'impunité est à la fois une manifestation et l'une des causes des défis auxquels font face les Burundais ; ce qui signifie que réparer les crimes du passé est aussi une façon de garantir les droits des citoyens au présent. A ce propos, le Rapporteur Spécial pour la JT déclare que, « *Certains des problèmes que rencontre aujourd'hui le Burundi seraient nettement plus simples à régler si le pays s'était davantage occupé de son histoire d'impunité. [...] Dans ces conditions, ce serait une erreur de croire que l'on peut réparer les violations massives du passé sans protéger et promouvoir les droits, maintenant et à l'avenir* ». Même si l'établissement de la CVR marque (potentiellement) un pas vers le traitement du passé, il est à noter que l'expérience internationale montre que toutes les mesures de la vérité, la justice, la réparation et les garanties de non-répétition sont nécessaires après la violence, surtout pour aider les victimes à dépasser le passé violent.

En somme, l'échec du traitement du passé, est à la base du problème de sécurité humaine et de manque de l'État de droit au Burundi. La gestion des mémoires est un échec particulier. Le Burundi souffre de l'absence d'efforts qui favoriseraient le dialogue sur l'histoire du pays, des conséquences négatives de la transmission des mémoires d'une génération à l'autre, l'absence d'initiatives communautaires inclusives de mémorialisation et du manque de réconciliation politique fondée sur des interprétations différentes de l'histoire du pays. De plus, l'érection récente de monuments pour célébrer le coup d'état manqué de 13 mai 2015 démontre à suffisance le risque que l'instrumentalisation des initiatives de mémoire et l'effet de division des mémoires partielles font encourir au pays. Des mémoires et des récits du passé non-traité reproduisent les vieilles divisions et alimentent la peur au sein des communautés. Ces mémoires individuelles et collectives du passé non-traité, et leur transmission aux jeunes générations, ont et continuent à contribuer – à la dislocation

du tissu social et à la création des barrières à la reconstruction sociale, et fournissent ainsi une source de manipulation identitaire.

Les conséquences de la mauvaise gestion des mémoires affectent tous les niveaux de la société burundaise. **Au niveau individuel**, les conséquences sont : (a) des traumatismes et des mémoires violentes du passé non-traités; (b) des mémoires partielles qui reproduisent des divisions (ethniques et politiques) du passé ; (c) un manque d'accès aux récits alternatifs du passé ; (d) une reproduction des divisions parmi les jeunes ; et (e) un manque d'espace qui permettrait aux femmes victimes des VSBG de parler de leur vécu. **Au niveau de la communauté** : (a) des identités fondées sur des mémoires de violence et de souffrance collective qui ne reconnaissent pas la souffrance des autres groupes ; (b) des divisions basées sur la violence du passé au sein, et entre, les communautés ; (c) un manque de discussions intergénérationnelles constructives ; et (d) une absence de lieux et de cadres pour la commémoration constructive. **Au niveau de la société** : (a) un manque d'espace pour des interprétations pluralistes du passé et des mémoires collectives ; (b) une insistance sur la nécessité d'établir une histoire unique du pays, plutôt qu'un processus pour établir une mémoire et une histoire, collective et inclusive, basée sur des récits multiples ; et (c) un manque de tolérance pour les récits plus larges. **Au niveau national/politique** : (a) un manque de réconciliation politique et de tentatives de résolution des tensions, conduisant à des interprétations historiques radicalement différentes et à un manque de tolérance entre les partis politiques ; (b) une manipulation du passé et des mémoires utilisées comme outil politique pour instrumentaliser les jeunes ; (c) un manque de processus institutionnels pour la gestion des mémoires; et (d) une absence de processus systématiques de consulter la population et de répondre à leurs besoins.

Le projet, « Akariho karavugwa », signifiant, « *ce qui s'est passé ne peut pas rester secret, on doit en parler pour préparer l'avenir* », vise à répondre à ces conséquences, et surtout à la mauvaise gestion des mémoires comme l'une des racines profondes des divisions entre les Burundais. Pour le faire, il se base sur des dynamiques existantes notamment, au niveau communautaire. Dans le contexte fragile décrit ci-haut, marqué par la peur et la polarisation, la recherche d'IW et le travail des partenaires sur terrain démontrent que la plupart des Burundais reconnaissent l'importance du traitement du passé, et cherchent des modalités pour le faire. De nombreuses victimes sont prêtes à participer dans les processus de JT, surtout si leur sécurité est garantie. Les mêmes communautés ont, dans ce même état d'esprit, fait preuve, ces derniers temps, d'une résilience remarquable face aux rhétoriques ethniques et ont, jusqu'ici, surmonté la haine ethnique des années 90. Cette résilience est une force qui doit être soutenue afin d'assurer que la cohabitation pragmatique que vivent actuellement les Burundais au niveau communautaire se traduise en une réconciliation réelle et durable.

Dans cette optique, « Akariho karavugwa » promouvra l'importance de la JT, surtout le droit à la réparation et la non-répétition, afin de promouvoir une approche donnant un rôle crucial aux initiatives communautaires et permettant aux Burundais de pouvoir commencer à faire face aux héritages historiques de violence pour la reconstruction sociale. Cela signifie que le projet va renforcer la JT, à la fois au niveau local et national : il va appuyer les femmes, les hommes et les jeunes pour traiter des violences à travers des initiatives communautaires tenant compte de l'impact différencié du conflit sur les hommes et sur les femmes. Le projet proposé renforcera aussi les capacités des OSC à travailler ensemble pour promouvoir la non-répétition de la violence et à faire en sorte que les besoins des communautés soient pris en compte dans les processus de la JT et la résolution des conflits. En définitive, il contribuera à assurer que les communautés aient accès aux différents canaux pour faire entendre leurs voix par rapport aux violences subies et à la gestion des mémoires.

Les dynamiques politico-sécuritaires prévalentes dans les trois provinces d'intervention mettent en exergue les interrelations entre la mauvaise gestion des mémoires et la récurrence de l'instabilité du conflit. À Bujumbura Rural, la violence a continué, après le cessez-le-feu de 2003, longtemps après avoir pris fin dans les autres provinces, notamment en raison de la présence continue de FNL. La proximité avec la RDC a également été une source perpétuelle d'instabilité. Aujourd'hui, les tensions sociopolitiques persistent, entraînant un déficit de cohésion sociale. Cibitoke, ancien fief des FNL, a été l'une des provinces les plus touchées par la crise en 1993. La province a été marquée par un grand nombre de victimes, le flux de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur du pays, et la désintégration de l'infrastructure sociale et économique. Le nombre de personnes déplacées dont le statut (de déplacé) est devenu plus ou moins permanent signifie que le tissu social est extrêmement fragile. Dans la province de Muyinga, située dans la partie nord du pays, à la frontière avec la Tanzanie et le Rwanda, de nombreux cas de violences politiques ont été recensés entre les membres du parti au pouvoir et l'opposition depuis 2006. La province est particulièrement connue pour des exécutions extrajudiciaires qui ont eu lieu en collusion avec les *Imbonerakure* et certains éléments des forces de sécurité. Muyinga a également fait l'objet d'un grand flux de réfugiés depuis 2015.

4. Objectifs

Objectif général : Contribuer à la reconstruction du tissu social et aux processus inclusifs de traitement du passé douloureux au Burundi, en vue de la restauration et du renforcement de la cohésion sociale.

Objectifs spécifiques

OS1 : Encourager l'acceptation des récits multiples du passé et des mémoires collectives et inclusives.

OS2 : Promouvoir des processus inclusifs de justice transitionnelle aux niveaux local et national.

OS3 : Assurer la participation effective et systématique des communautés et de la société civile dans les institutions et cadres nationaux et internationaux qui agissent pour la non-répétition de violence.

Contribution aux objectifs de développement durables (ODD)

L'intervention d'IW au Burundi et le projet proposé s'inscrivent dans les ODD de l'ONU, notamment l'objectif 16 (*paix, justice et institutions efficaces*)¹ et l'objectif 5 (*égalité entre les sexes*)². L'intervention s'inscrit également dans les objectifs de la coopération belge au Burundi et tient compte des objectifs déclarés des politiques du gouvernement du Burundi, notamment : la Vision Burundi 2025 (*cohésion sociale, pluralisme du dialogue.*) ; le CSLPII (*JT*) ; et le nouveau Plan d'action national pour la 1325. IW Burundi croit fermement à l'importance du traitement du passé et de la lutte contre l'impunité comme vecteurs pour la promotion de l'État de droit et d'une culture de redevabilité dans laquelle les citoyens jouissent de leurs droits indépendamment de leur identité ethnique, politique, âge, ou sexe, afin d'atteindre les ODD. Nous sommes convaincus que la réalisation de ce but ne peut pas être atteinte sans une approche transformatrice de genre qui priorise la participation pleine et entière des femmes à tous les niveaux de la société. Le projet ajoute ainsi une valeur significative à la réalisation des objectifs stratégiques de l'organisation et sa mission d'encourager les approches globales et intégrées pour la JT. Le traitement du passé par une meilleure gestion des mémoires contribuera à la réduction des conflits identitaires, à la promotion de la tolérance et à une société plus respectueuse, car, comme déjà souligné, l'échec du traitement du passé au Burundi est à la base du problème de sécurité humaine et de manque d'État de droit.

Groupes cibles (nombre et type)

Le projet sera mis en œuvre dans 3 provinces historiquement et actuellement parmi les plus affectées par la violence : Bujumbura Rural, Cibitoke et Muyinga. Par province, le projet va cibler 4 communes (12 au total) et par commune 6 collines (aussi désignées comme *communautés*), ce qui donne un total de 60 communautés cibles. Les bénéficiaires finaux – ceux qui vont bénéficier des actions mises en œuvre – sont des habitants de 60 communautés, des femmes vulnérables, des jeunes, des membres de 60 structures communautaires existantes, 150 femmes leaders communautaires, ainsi que les OSCs. Sur la base d'une moyenne de 3,000 habitants par colline, la population bénéficiaire potentielle dans les 60 communautés cibles est d'environ 180,000. Le projet ne sera pas spécialement conçu pour les enfants. Étant donné que les enfants (des personnes de moins de 15 ans) représentent environ 45% de la population burundaise, le nombre total de bénéficiaires potentiels est estimé à environ 100,000 burundais. Les groupes cibles sont les acteurs avec lesquels nous travaillerons directement en vue d'aboutir aux objectifs : 60 structures communautaires actives dans les collines cibles (clubs de paix) ; les 600 membres des structures communautaires (50% femmes et 50% jeunes) ; 150 femmes leaders communautaires ; institutions, mécanismes et structures nationaux (par exemple : CVR, Conseil national pour l'unité nationale et la réconciliation) ; décideurs nationaux et internationaux ; et parties prenantes nationales de la JT (Rapporteur Spécial, bailleurs bilatéraux, le Conseil des NU pour les Droits de l'Homme, etc.).

5. Activités et stratégies

Stratégies développées et capacités organisationnelles

En se basant sur l'analyse contextuelle et de l'identification des problèmes clés de gestion de la mémoire et de JT, l'objectif général et les objectifs spécifiques susmentionnés ont été définis, des résultats importants identifiés et des actions clés proposées lors de la rédaction de la note conceptuelle. Au cours d'un atelier de deux jours les 28 et 29 novembre 2017 à Bujumbura, IW et les trois principaux partenaires (dont les expertises spécifiques et les résultats antérieurs sont détaillés ci-dessous) ont élaboré ces éléments en une théorie de changement (TdC) cohérente et une stratégie d'intervention. Le modèle graphique de cette TdC délimite les relations entre les résultats et les objectifs, et présente les hypothèses sur lesquelles sont fondées les différentes interconnexions. La TdC et les hypothèses, démontrent les capacités des quatre organisations par rapport aux thèmes de ce projet ; les stratégies d'intervention démontrent par ailleurs l'expertise méthodologique des organisations aux niveaux local, national et international, puisque ces stratégies reposent sur des méthodes éprouvées. Ayant des partenariats de longue date avec IW, et entre elles, la complémentarité entre les quatre organisations est un pilier essentiel sur lequel reposeront la gestion et la mise en œuvre du projet.

L'expérience d'IW au Burundi a permis de renforcer nos partenariats, de renforcer les structures communautaires existantes et d'affiner nos méthodologies d'action. IW s'appuiera également sur cette expérience puisque la description du projet cadre avec la stratégie d'intervention actuelle de l'organisation au Burundi. Celle-ci est basée sur trois axes principaux : (i) la recherche ; (ii) le renforcement des capacités et la construction des connaissances des acteurs locaux en matière de JT ; et (iii) le plaidoyer. IW promeut une approche intégrée et participative de la JT et fournit des conseils stratégiques fondés sur différentes recherches menées dans les communautés locales au Burundi. IW Burundi appuie

¹ Objectif 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.

² Objectif 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.

les communautés affectées et les OSC pour que leurs voix soient prises en compte dans l'élaboration des politiques de JT tout comme le traitement du passé. IW encourage également un appui spécifique aux femmes et aux jeunes, deux groupes vulnérables souvent exclus des processus de JT et des discussions de paix. IW possède une vaste expérience en matière de JT et de gestion des mémoires au Burundi, mais aussi une expertise plus globale sur ce sujet, ayant travaillé sur la mémorialisation depuis 2010 dans des pays comme l'Afrique du sud, le Guatemala, le Cambodge, la Bosnie, et l'Irak. Suite à une recherche comparative effectuée dans plusieurs pays, IW a développé huit « *Principes de base de la Mémorialisation* » qui orientent le travail de l'organisation, et visent à aider les acteurs politiques³. Sur base de ces principes, IW a mené des recherches et a exécuté d'autres activités au Burundi sur le dialogue intergénérationnel et la transmission des mémoires. A ces multiples occasions, IW a développé plusieurs méthodologies et outils de travail qui seraient exploités au cours de la mise en œuvre du projet proposé. IW a capitalisé les leçons tirées de ces précédentes expériences dans le développement de ses projets actuels – dont l'un, financé par les Pays-Bas et mis en œuvre par MIPAREC et THARS, se focalisant en grande partie, sur la gestion des mémoires.

Calendrier

Activités	Année 1				Année 2				Année 3				Année 4
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1
Activités de démarrage													
Stratégie 1 Ecoute et prise en charge psychosocial des victimes des violences du passé													
Stratégie 2 Sensibilisation & mobilisation													
Stratégie 3 Initiatives de mémoires communautaires													
Stratégie 4 Renforcement des OSC													
Stratégie 5 Recherche & plaidoyer													
Activités de clôture													
Activités de suivi et évaluation													
Baseline													
Visites de suivi et soutien aux partenaires													
Suivi d'activités par les partenaires													
Rapports trimestriels													
Rapport annuel (date limite : février)													
Enquête à mi-parcours													
Renforcement annuel des capacités des partenaires													
Renforcement annuel des capacités du staff IW													
Réunion semestrielle													
Evaluation finale													
Finalisation de la stratégie de durabilité													

6. Partenaires

Association DUSHIREHAMWE (DH) est une ASBL active au Burundi depuis 2002. Elle fonctionne comme un réseau avec de fortes assises communautaires dans les 17 provinces du pays. DH s'est fixé pour mission d'amener les communautés, spécialement les femmes, à contribuer au maintien de la paix et à la transformation sociale. Elle dispose de plus de 150 formatrices en genre et transformation des conflits, de 400 femmes leaders spécialisées dans la réconciliation communautaire et de plus de 350 groupements comptant autour de 10,000 membres dans tout le pays. Le partenariat avec DH cadrerait avec les activités se rapportant aux R2, R3 et R4 et de manière spécifique, avec les aspects genre du projet. DH et IW ont récemment renouvelé leur partenariat pour un projet sur les VSBG et la JT, financé par les Pays-Bas. Parmi les actions menées par les femmes leaders, dans le cadre de ce projet, figurent des dialogues communautaires sur la JT. IW a aussi formé des femmes leaders membres de DH en matière de JT. L'un des aspects particuliers de ce projet est le développement conjoint, par Dushirehamwe et IW, d'un plan de renforcement des capacités de DH (2017-2020). La valeur ajoutée de DH est: (a) leur grande expérience communautaire et leur légitimité au niveau local ; (b) leur vaste réseau qui couvre tout le pays ; et (c) leur facilité relative d'accès aux acteurs politiques nationaux et internationaux.

MIPAREC est une ASBL fondée pour promouvoir la paix et la réconciliation au Burundi. MIPAREC a plusieurs années d'expérience (depuis 1996) auprès des communautés et les accompagnent dans le traitement du passé violent, et continue à aider la création et le soutien des comités de paix. MIPAREC serait partenaire d'IW pour les activités qui cadrent avec les R2, R3 et R4. MIPAREC et IW sont partenaires sur un autre programme dans les trois provinces d'intervention du projet proposé. La logique d'intervention du projet s'appuie sur ce partenariat bâti sur divers niveaux : sur les leçons tirées de la mise en œuvre d'activités communautaires qui comprennent des activités de sensibilisation [...]

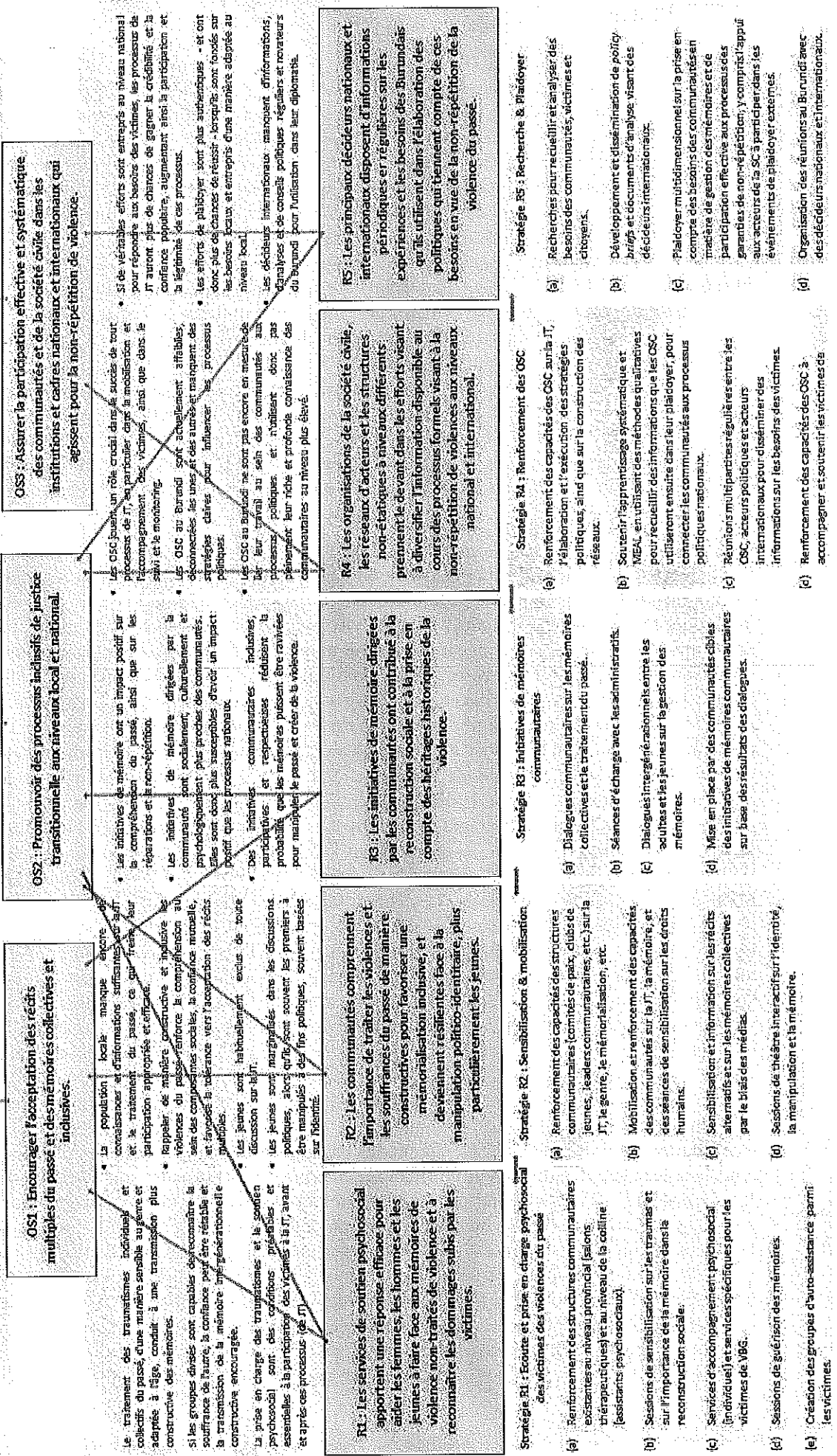
[Lire la suite à page 6]

³ IW, Principes de base de la Mémorialisation, Policy Brief, janvier 2013, https://www.impunitywatch.org/docs/Policy_Brief_Guiding_Principles_-_FR1.pdf.

Théorie de changement

Objectif général : Contribuer à la reconstruction du tissu social et aux processus inclusifs de traitement du passé douloureux au Burundi en vue de la restauration et du renforcement de la cohésion sociale.

- Les récits multiples et pluriels du passé contribuent à la reconnaissance mutuelle parmi et entre les groupes dans la société, ce qui contribue à la cohésion sociale.
- Les mémoires collectives et inclusives du passé sont peu ou rarement initiées, alors que leur promotion et leur établissement mèneraient à la reconnaissance mutuelle et à la compréhension dans la société burundaise.
- Au niveau communautaire, les aînés vivent une sorte de collaboration pacifique instable ou incertaine dans laquelle le passé violent est rarement débattu, l'acceptation de récits multiples et mémoires inclusives est une condition préalable à la réconciliation des citoyens.
- Les processus inclusifs et indépendants de JT dans lesquels les citoyens sont disposés à participer contribuent à la réalisation des droits des victimes à la vérité, la justice, les réparations et les garanties de non-répétition, ainsi qu'aux obligations de l'état pour les mêmes droits, ce qui aboutit au traitement du passé plus constructif.
- Le traitement du passé et la JT nécessitent une approche multidimensionnelle comprenant à la fois des initiatives nationales et locales ; « renouveler » signifie la consolidation des initiatives existantes ainsi que l'établissement de nouvelles initiatives.
- Le succès de tout processus de JT dépendra en partie du degré de participation des victimes et des citoyens.



[Suite de la page 4] [...] sur la JT, des dialogues communautaires et des initiatives de mémoire communautaires. Ainsi, les outils et méthodologies déjà testés, sur lesquels le personnel de MIPAREC a déjà été formé, seront mis à contribution. Quant aux données du S&E, elles seront également intégrées dans la mise en œuvre du projet (leçons apprises). De plus, travailler dans les trois mêmes provinces que celles du programme (financé par les Pays-Bas) que MIPAREC et IW sont en train d'exécuter, mais dans des communes différentes, nous permettra de profiter de structures déjà existantes, tout en augmentant l'impact de ces deux projets similaires sur la JT et la mémoire. Pour le projet proposé, la valeur ajoutée de MIPAREC se trouverait principalement dans : (a) son expérience au niveau communautaire et les structures qu'il a déjà mis sur pied ; et (b) ses connaissances et expériences en matière de JT.

THARS est une association qui comporte dans toutes ses activités un aspect de prise en charge psychosociale. THARS promeut une approche holistique avec une profonde expérience dans le domaine du traitement psychosocial du passé et dans l'accompagnement des victimes. THARS est une organisation unique qui dispose de ce mélange d'expertise dans la prise en charge psychosociale et en matière de JT. THARS est partenaire d'exécution dans les actions qui cadrent avec le R1. THARS et IW sont en partenariat depuis plusieurs années et travaillent actuellement sur le projet susmentionné, financé par les Pays-Bas. Ainsi THARS travaille déjà en étroite collaboration avec MIPAREC dans la mise en œuvre de certaines activités, dans les trois provinces. L'association dispose, en outre, d'outils et méthodologies adaptées à la gestion des mémoires et à la JT et a déjà établi des salons thérapeutiques dans plusieurs provinces. Comme MIPAREC, son personnel a participé dans des formations dispensées par IW, et l'organisation a piloté des méthodologies à utiliser dans la stratégie 1 du projet proposé.

7. Impact et durabilité

Concernant l'impact du projet, nous nous référerons à la TdC. La durabilité du projet peut être analysée à trois niveaux principaux : **Durabilité programmatique** : Garantir la durabilité dans les contextes fragiles et touchés par les conflits n'est pas facile. L'expérience montre que les interventions les plus durables abordent le niveau individuel (changement d'attitudes) ainsi que le niveau sociopolitique (institutions, politiques). Ainsi, « Akariho karavugwa » ciblera les changements au niveau individuel, renforcera les capacités institutionnelles, et plaidera en faveur de l'adaptation / mise en œuvre des politiques et des pratiques au niveau institutionnel. Malkki (1995), Lemarchand (2009) et IW (2014) montrent que si les communautés passent par des processus inclusifs de gestion des mémoires, elles ne peuvent plus être instrumentalisées pour perpétrer la violence. La mise en place d'initiatives de mémoire communautaires vise à servir les générations futures dans la transmission constructive des mémoires – un aspect central de la théorie et de la pratique de la JT. Des initiatives de mémoires communautaires s'inscrivant dans un processus de dialogue communautaire augmenteront la légitimité de celles-ci à long terme, auprès des communautés. En outre, la stratégie de plaider en faveur des processus de JT inclusifs repose sur une approche fondée sur les points de vue des Burundais dans la formulation de recommandations politiques. Si ces conseils sont traduits en politique, leur durabilité sera assurée car ils seront basés sur des points de vue locaux, créant ainsi un effet multiplicateur pour le projet. Les stratégies ont été conçues en tenant compte de la durabilité et sur base d'approches testées par IW et ses trois principaux partenaires. La stratégie d'intervention s'appuie sur des structures communautaires existantes, établies par des partenaires, et qui ont démontré leur impact positif sur les communautés au sein desquelles elles sont entièrement intégrées. Ces structures sont respectées dans la communauté, les membres sont fiers d'en faire partie et leur composition est très diversifiée, contribuant ainsi à leur pérennité. Ils bénéficieront également d'un renforcement des capacités ciblé tout au long du projet. Le caractère bénévole de la plupart de ces structures signifie qu'elles fonctionnent d'une manière durable. **Durabilité organisationnelle** : Le projet ajoute une valeur significative à la réalisation des objectifs stratégiques d'IW au Burundi. IW encourage, en effet, des approches inclusives pour faire face au passé. Le développement et la rétention du personnel est un autre facteur important de la durabilité organisationnelle ; le projet prévoit donc des possibilités de formation du personnel, d'apprentissage et de réflexion. De même, les principaux partenaires sont des organisations bien établies avec de solides antécédents. Ils reçoivent un financement externe de plusieurs sources et ne travaillent pas seulement sur les programmes d'IW. Le projet prévoit de renforcer les capacités des trois partenaires, conformément aux plans annuels de renforcement des capacités qui seront élaborés par IW, sur les aspects organisationnels et techniques. IW a déjà commencé ce processus, en organisant un atelier en novembre 2017 pour présenter aux partenaires des méthodes de conception des projets qui ont ensuite été utilisées dans le développement de la TdC pour « Akariho karavugwa ». Les renforcements de capacités organisationnels aideront à assurer la viabilité financière de chaque organisation. Plus largement, le projet renforce les capacités des OSC sur les plans thématique, méthodologique et technique. Ce renforcement permettra aux OSC de s'approprier de nouvelles approches, à l'instar du renforcement en stratégies de plaider qui, au-delà du projet, garantira à la SC un rôle dans la société burundaise. **Stratégie de**

durabilité et de sortie : A la fin du projet, une stratégie de durabilité et de sortie sera développée ensemble avec les partenaires, tenant compte des conclusions de l'évaluation finale et des données S&E

8. Visibilité du donateur

IW, DH, MIPAREC et THARS comprennent l'importance de la transparence dans leur travail. La diffusion d'informations claires sur les objectifs d'un projet et les activités planifiées, est cruciale pour assurer que les groupes cibles et les bénéficiaires puissent se familiariser avec le projet et s'y engager pleinement. Ceci est fondamental pour les résultats du projet. Reconnaître la source de financement est une partie importante de ce processus. Néanmoins, les organisations comprennent qu'un équilibre doit être trouvé entre la visibilité et les objectifs du projet, y compris la sécurité des bénéficiaires et du personnel notamment dans un climat difficile comme celui dans lequel travaillent actuellement les ONGI, les OSC, et les donateurs au Burundi, spécialement lorsqu'il s'agit de problèmes sensibles tels que la violence du passé. Ainsi, au cours de la phase de démarrage, IW priorisera la rédaction d'une stratégie de communication pour le projet. Cette stratégie couvrira à la fois la communication externe et interne, ainsi que des directives claires sur la visibilité (du donateur ou personnes impliquées dans la mise en œuvre du projet). Cette stratégie sera développée en collaboration avec l'Ambassade. L'objectif sera de définir une méthode claire de communication au public, y compris le gouvernement burundais, afin de trouver un équilibre entre, d'une part, les politiques de visibilité de chaque organisation partenaire et le gouvernement belge, et d'autre part, les préoccupations liées à la visibilité, dans le contexte actuel, pour chacun des acteurs impliqués dans le projet. Cette stratégie définira, par exemple, la façon dont les organisations présenteront le projet au cours de l'étape importante de la phase de démarrage : les « lancements » officiels provinciaux. Dans la mesure du possible, le projet reconnaîtra le soutien du gouvernement belge et inclura son logo de manière précise sur toutes les publications et autres documents pertinents. Néanmoins, si les problèmes de sensibilité ne le permettent pas, ou si la reconnaissance du soutien belge pour un aspect particulier du projet est jugée contre-productive, ou s'il existe des problèmes graves de sécurité pour les bénéficiaires, la visibilité du donateur peut être réduite ou enlevée, conformément à la stratégie de communication. IW aura le lead pour maintenir un contact étroit et flexible avec les interlocuteurs à l'Ambassade afin de discuter de ces questions au cours du projet. Enfin, IW comptera sur sa propre stratégie interne de dissémination et de plaidoyer pour les actions du projet liées au plaidoyer et à la recherche. Étant l'une des seules ONGI qui mènent encore la recherche, le plaidoyer et la sensibilisation sur les questions de traitement du passé au Burundi, IW est très prudente avec les informations qu'elle publie. Les méthodes de dissémination, par exemple, incluent notamment des « confidential briefings » et des publications non-attribuées.

9. Méthodes de suivi

Un plan de S&E efficace permet d'affiner et d'améliorer périodiquement tout projet et est donc essentiel pour assurer une prestation de haute qualité. La stratégie du projet « Akariho karavugwa » reflète une approche flexible et adaptative de la programmation, fondée sur des changements démontrables liés aux objectifs et à la TdC. Les éléments constitutifs sont: promouvoir l'analyse et l'adaptation au contexte ; intégrer la sensibilité aux conflits et au genre ; et enfin, renforcer les capacités du personnel et des partenaires pour assurer la durabilité. Le but de cette approche est de promouvoir une pratique de S&E qui est efficace, axée sur les résultats, et redevable en fournissant un ensemble des lignes directrices, des outils, et des formats pour soutenir la planification et la mise en œuvre du projet. La participation des bénéficiaires du projet est garantie grâce à une écoute attentive de leurs commentaires sur les réalisations du projet au cours du suivi des objectifs et des résultats. La plupart des indicateurs concernent les perceptions des bénéficiaires et la plupart des méthodologies de collecte des données seront participatives. Les évaluations à mi-parcours et finale seront conçues et mises en œuvre en accord avec les partenaires du projet et devraient inclure des mécanismes pour engager les bénéficiaires dans les phases de collecte de données, d'apprentissage et de feedback. Les mécanismes internes de S&E seront conçus conformément aux exigences de déclaration de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA). Les informations obtenues du système S&E seront utilisées pour évaluer et, si nécessaire, réviser la conception du projet en étroite consultation avec l'ambassade. IW veillera à capitaliser sur les synergies avec des projets similaires sous sa gestion, ainsi que sur des projets externes similaires, et ceux des partenaires.

Activités clés

Alors que le S&E sera une activité continue pendant le projet, voici les éléments clés: **Suivi régulier par IW et ses partenaires, y compris des informations ventilées par sexe et par âge.** IW et ses partenaires effectueront un suivi régulier des activités et des produits, y compris le suivi des dépenses, les défis de progrès, les défis de sécurité et les besoins d'adaptation qui en découlent. Des plans de S&E sur mesure, basés sur un plan S&E consolidé, comprenant des indicateurs, des outils, et des lignes directrices, seront élaborés pendant la phase de démarrage [...]

[Lire la suite à page 9]

Cadre logique (simplifié)

Indicateur	Sources de vérification	Fréquence de vérification
Objectif général : Contribuer à la reconstruction du tissu social et aux processus inclusifs de traitement du passé douloureux au Burundi en vue de la restauration et du renforcement de la cohésion sociale.		
(1) Indicateur : 20% des 100,000 bénéficiaires du programme rapporte une augmentation du niveau de confiance dans les relations communautaires là où ils habitent (désagréés).	i. Etude avec un échantillon représentatif des bénéficiaires.	Baseline ; évaluation mi-parcours ; évaluation finale
(2) Indicateur : 20% des 100,000 bénéficiaires du programme indiquent qu'ils ont accès aux processus inclusifs de JT dans lesquels ils ont confiance.	i. Etude avec un échantillon représentatif des bénéficiaires.	Baseline ; évaluation mi-parcours ; évaluation finale
Objectif spécifique 1 : Encourager l'acceptation des récits multiples du passé et des mémoires collectives et inclusives.		
(1) 25% des femmes, des hommes et des jeunes dans les 60 communautés ciblées, affichent une meilleure compréhension des expériences des autres groupes sur la violence du passé.	i. Etude avec un échantillon représentatif des bénéficiaires.	Baseline ; évaluation mi-parcours ; évaluation finale
(2) 50% des jeunes ciblés indiquent qu'ils comprennent mieux l'histoire de leur communauté et l'importance de traiter le passé violent.	i. Etude avec un échantillon représentatif des bénéficiaires.	Baseline ; évaluation mi-parcours ; évaluation finale
(3) 25% des personnes qui ont bénéficié de services de soutien psychosocial individuels et collectifs déclarent être capables de se souvenir du passé sans que les traumatismes resurgissent.	i. Rapports mensuels des psychologues de THARS.	Trimestriel
Objectif spécifique 2 : Promouvoir des processus inclusifs de justice transitionnelle aux niveaux local et national.		
(1) 25% des femmes, des hommes et des jeunes dans les 60 communautés ciblées ont participé à un processus local ou national de JT.	i. Etude avec un échantillon représentatif des bénéficiaires.	Baseline ; évaluation mi-parcours ; évaluation finale
(2) 70% des femmes, des hommes et des jeunes engagés dans la mise en place d'initiatives de mémoire communautaire croient que les initiatives ont eu un impact positif sur la gestion du passé violent.	i. Etude avec un échantillon représentatif des bénéficiaires.	Baseline ; évaluation mi-parcours ; évaluation finale
(3) Des cadres de concertation réguliers au niveau national permettent aux OSC et aux acteurs non-étatiques de travailler ensemble pour promouvoir des processus inclusifs de JT.	ii. Rapports d'ateliers iii. Listes de présence	Semestriel
Objectif spécifique 3 : Assurer la participation effective et systématique des communautés et de la société civile dans les institutions et cadres nationaux et internationaux qui agissent pour la non-répétition des violences.		
(1) Les principaux bailleurs de fonds et décideurs politiques internationaux se réfèrent publiquement au contenu des recommandations politiques, des analyses et /ou des résultats de recherche à au moins trois reprises par an.	i. « Advocacy tracking »	Semestriel
(2) Une politique publique est modifiée et / ou créée dans le respect des intérêts des citoyens et du respect de leurs droits à la vérité, à la justice, aux réparations et / ou aux garanties de non-répétition.	i. Examen des politiques publiques ii. Suivi des procédures législatives, et / ou iii. Participation des partenaires dans le développement des politiques	Semestriel
Résultat 1 : Les services de soutien psychosocial apportent une réponse efficace pour aider les femmes, les hommes et les jeunes à faire face aux mémoires de violence non-traités de violence et à reconnaître les dommages subis par les victimes.		
(1) 75% des personnes référées par les assistants psychosociaux communautaires aux salons thérapeutiques reçoivent un soutien psychosocial.	i. Rapports mensuels des assistants psychosociaux communautaires ii. Suivi par des psychologues.	Trimestriel
(2) 50% des personnes ayant bénéficié d'un soutien psychosocial proclament une réduction de leurs symptômes	i. Suivi et rapports par des psychologues des salons thérapeutiques	Trimestriel
Résultat 2 : Les communautés comprennent l'importance de traiter les violences et les souffrances du passé de manière constructive pour favoriser une mémorisation inclusive, et deviennent résilientes face à la manipulation politico-identitaire, plus particulièrement les jeunes.		
(1) 50% des bénéficiaires cibles ont participé à des séances de sensibilisation et rapportent qu'ils comprennent l'importance de discuter du passé et de la mémorisation inclusive.	i. Listes de présence ii. Rapports de séances de sensibilisation iii. Pré- et post-test	Par session / activité
(2) 50% des jeunes bénéficiaires ciblés ont participé à une séance de théâtre interactif et indiquent qu'ils ont amélioré leurs connaissances sur l'importance de faire face au passé et comprennent la manipulation fondée sur l'identité	i. Vox-Pop évaluations avec des jeunes ii. Rapports de sessions de théâtre interactif	Par session / activité
(3) 50% des bénéficiaires cibles ont été suivi des émissions de radio diffusant des messages sur l'importance de la mémorisation inclusive.	i. Rapports des réactions des jeunes aux programmes	Trimestriel
Résultat 3 : Les initiatives de mémoire dirigées par les communautés ont contribué à la reconstruction sociale et à la prise en compte des héritages historiques de la violence.		
(1) 40% des bénéficiaires cibles ont participé aux dialogues communautaires.	i. Rapports des dialogues	Par session / activité

	ii. Listes de présence iii. Questionnaires		
(2) 40% des jeunes bénéficiaires ciblés ont participé à des séances de dialogue intergénérationnel.	i. Rapports des sessions de dialogue. ii. Questionnaires		Par session / activité
(3) 72 autorités locales (4 administrateurs communaux et 20 chefs de colline par province = 24 personnes par province) ont participé à des formations sur le traitement du passé.	i. Rapports des dialogues ii. Listes de présence		Par session / activité
(4) Des initiatives de mémoire communautaire sont établies dans 50% des communautés ciblées.	i. Rapports de visites de terrain ii. Documentation des initiatives communautaires		Trimestriel (à partir de la 3 ^{ème} année)
Résultat 4 : Les organisations de la société civile, les réseaux d'acteurs et les structures non-étatiques à niveaux différents prennent le devant dans les efforts visant à diversifier l'information disponible au cours des processus formels visant à la non-répétition de violences aux niveaux national et international.			
(1) Des sessions régulières de renforcement de capacités des OSC aboutissent à la croissance des compétences sur la JT et à des stratégies politiques cohérentes.	i. Rapports des sessions de renforcement de capacités ii. Stratégies politiques développées		Par session / activité
(2) Un processus d'apprentissage systématique et MEAL permettent les OSC à connecter les voix de communautés aux processus politiques.	i. Outils d'apprentissage systématique et MEAL ii. Base de données iii. « Advocacy tracking »		Trimestriel
(3) Des cadres réguliers de concertation entre les OSC les réseaux d'acteurs et les structures non-étatiques permettent le partage d'expertises et d'informations, et l'échange entre les acteurs.	i. Rapports de réunions, ateliers, etc. ii. Liste de présence		Trimestriel
Résultat 5 : Les principaux décideurs nationaux et internationaux disposent d'informations périodiques et régulières sur les expériences et les besoins des Burundais qu'ils utilisent pour responsabiliser davantage le gouvernement, les institutions et les structures face à leurs obligations et dans l'élaboration des politiques qui tiennent compte de ces besoins en vue de la non-répétition de la violence du passé.			
(1) Une stratégie de plaidoyer est mise en œuvre	i. Document (stratégie) ii. « Advocacy tracking »		Trimestriel
(2) Des rapports de recherche, des analyses, et/ou des policy briefs sont publiés et envoyés aux décideurs.	i. Documentation et publication des rapports		Semestriel
(3) Des cadres de concertation réguliers au niveau international mises en place par IW permettent le partage des analyses sur les besoins des communautés.	i. Rapports de réunions, ateliers, etc. ii. Listes de présence iii. « Advocacy tracking »		Trimestriel

[Suite de la page 7] [...] Les partenaires utiliseront une combinaison des éléments suivants pour suivre les activités et les résultats : des consultations avec les bénéficiaires après des activités telles que des formations, en utilisant des enquêtes ou des méthodes qualitatives ; des photographies et vidéos ; rapports d'activités du personnel, etc. IW organisera des visites de terrain régulières au moins tous les deux mois pour suivre les progrès et soutenir les partenaires pendant la mise en œuvre. **Rapports narratifs et financiers trimestriels.** En consultation avec l'ambassade, les périodes de rapportage pour le projet seront établies. À l'interne, IW et ses partenaires mettront à jour leurs plans de S&E chaque trimestre, en soumettant leurs données avec un rapport narratif et un rapport financier. Ces trois documents comprennent le rapport trimestriel de chaque organisation. **Baseline et évaluation à mi-parcours interne utilisant une approche mixte (qualitative-quantitative) pour mesurer les effets du projet sur un échantillon représentatif de bénéficiaires.** L'étude de base sera utilisée pour affiner le cadre logique. Ensemble avec l'évaluation à mi-parcours, cela permettra de collecter les informations nécessaires pour comparer la situation avant, pendant et après le projet sur les 3 objectifs et 5 résultats du projet. Pour un projet comme « Akariho karavugwa » visant à influencer les mentalités et les comportements, les perceptions des bénéficiaires sont vitales pour mesurer les effets. Toutes les données seront désagrégées (si possible) par appartenance politique ou ethnique, groupe d'âge et sexe. **Rapports et réunions semestriels.** Des réunions semestrielles seront menées avec tous les partenaires sur la base des données de suivi disponibles pour évaluer l'évolution du contexte, les progrès et les réalisations, la participation des bénéficiaires, les risques et / ou analyser ce qui a bien fonctionné dans la mise en œuvre, pour adapter la programmation au besoin. Ces examens seront également utilisés pour harmoniser la planification des activités des partenaires et pour l'élaboration de stratégies conjointes. La réunion semestrielle de la 3^{ème} année traitera spécifiquement la stratégie de durabilité (pérennisation) et de sortie pour assurer la continuité des activités clés par les communautés. Les examens seront utilisés pour préparer les rapports annuels et les plans annuels d'IW et les partenaires en fonction des données de S&E de chaque organisation et des données globales du projet. IW produira un rapport final à la fin de chaque année. **Évaluation externe finale.** Une évaluation externe sera effectuée afin de valider les données existantes, de garantir la redevabilité du projet, et de fournir des recommandations pour la

stratégie de durabilité et de sortie. Un rapport final sera publié avec des conclusions et des recommandations qui seront partagées avec les parties prenantes stratégiques au cours de la session de clôture à la fin du projet.

10. Budget détaillé axé sur les résultats

Coûts	Toute la période du projet (42 mois)	
	Total des coûts (100% / co-financement)	Montant demandé au bailleur
A. Coûts directs		
1. Ressources humaines (*salaire de base, assurances, etc.)	€ 462,500.00	€ 163,477.50
2. Equipement et fournitures	€ 50,300.00	€ 50,300.00
3. Activités de démarrage	€ 24,350.00	€ 24,350.00
4. Suivi & MEAL	€ 31,900.00	€ 31,900.00
5. Stratégie d'intervention (activités)	€ 751,733.55	€ 751,733.55
Sous-traitance partenaires	€ 185,793.68	€ 185,793.68
Stratégie 1 Ecoute et prise en charge psychosocial des victimes des violences du passé	€ 139,581.35	€ 139,581.35
Stratégie 2 Sensibilisation & mobilisation	€ 151,797.14	€ 151,797.14
Stratégie 3 Initiatives de mémoires communautaires	€ 153,861.37	€ 153,861.37
Stratégie 4 Renforcement des OSC	€ 70,000.00	€ 70,000.00
Stratégie 5 Recherche & plaidoyer	€ 50,700.00	€ 50,700.00
6. Activités de clôture	€ 6,000.00	€ 6,000.00
B. Coûts de structure		
7. Bureau local	€ 126,300.00	€ 26,520.00
C. Coûts de gestion		
8. Gestion du projet	€ 596,400.00	€ 59,640.00
9. Audit et évaluation finale	€ 10,277.61	€ 10,277.61
Sous-total A Coûts directs	€ 1,326,783.55	€ 1,027,761.05
Sous-total B Coûts de structure	€ 126,300.00	€ 26,520.00
Sous-total C Coûts de gestion	€ 596,400.00	€ 59,640.00
Sous-total Evaluation finale	€ 10,277.61	€ 10,277.61
10. Total des coûts	€ 2,049,483.55	€ 1,124,198.66

Appel à projets : Appui aux dynamiques démocratiques au Burundi

« Akariho karavugwa : Promouvoir la reconnaissance des mémoires collectives et de récits multiples du passé au Burundi »

Note Explicative

23 janvier 2017

La présente Note Explicative a été rédigée par Impunity Watch (IW) en réponse à la communication de l'Ambassade de Belgique à Bujumbura, du 18 janvier 2018 concernant la proposition de projet, « Akariho karavugwa : Promouvoir la reconnaissance des mémoires collectives et de récits multiples du passé au Burundi », relative à l'appel à projets *Appui aux dynamiques démocratiques au Burundi*. « Akariho karavugwa ».

Comme demandé par le Comité de validation et l'Ambassade, cette note clarifie les trois éléments suivants : (i) les différents barèmes salariaux ; (ii) la gestion des risques du projet ; et (iii) le baseline des indicateurs.

(i) Barèmes salariaux

Le budget détaillé du projet est annexé à la présente note explicative. Le budget montre les salaires bruts pour chaque employé d'IW et le personnel des trois partenaires identifiés pour le projet, ainsi que le pourcentage du temps à consacrer au projet par chaque personne impliquée dans la mise en œuvre de ce dernier.

Les salaires du siège d'IW aux Pays-Bas, qui se trouvent sur la ligne C., *Coûts de gestion* du budget, ainsi que le salaire du chef de mission au Burundi, sont définis selon le barème salarial appliqué par le gouvernement néerlandais pour les fonctionnaires et peuvent vous être envoyés sur demande. Au Burundi, une échelle salariale interne, en fonction du poste occupé par un membre du personnel donné et de son expérience, est utilisée par IW. Chaque partenaire du projet a aussi présenté ses frais de fonctionnement selon le barème salarial interne.

(ii) Gestion des risques

En annexe à cette note explicative, nous envoyons une analyse des principaux risques associés au projet. L'analyse a été menée à trois niveaux : (a) les risques externes ; (b) les risques internes du projet ; et (c) les risques de gestion interne. Pour chaque risque identifié, une description succincte des conséquences potentielles a été faite, ainsi qu'une évaluation de la probabilité du risque et de son impact potentiel sur le projet. Des stratégies d'atténuation ont été montrées pour chaque risque identifié. L'analyse des risques s'appuie sur l'analyse des risques interne d'IW et sur des analyses menées pour un programme similaire, en cours dans les trois provinces d'intervention, en partenariat avec les trois organisations choisies pour le présent projet.

De plus, le vaste réseau de contacts internationaux d'IW sera mis à contribution dans l'exécution du projet ainsi que dans l'atténuation des risques. IW entretient des liens étroits avec l'ambassade, mais aussi avec le gouvernement néerlandais, avec l'ambassade du Royaume-Uni et la délégation de l'UE, en particulier au Burundi. IW conserve également d'excellentes relations avec des réseaux régionaux, des organismes comme les Nations Unies ou encore avec les principaux décideurs, tels que le Rapporteur Spécial pour la justice transitionnelle.

(iii) Baseline (étude de base)

Le baseline des indicateurs du projet n'est pas encore connu. Le projet, tel que reflété dans le budget et le plan d'action, sera mis en œuvre en plusieurs étapes, les premières étant les activités de démarrage. Durant cette phase, une étude de base sera effectuée en utilisant une approche mixte (quantitative et qualitative). Ce qui permettra de définir le baseline des indicateurs du projet pour chaque résultat. Selon le cadre logique présenté, ces indicateurs serviront de base pour mesurer les progrès et l'impact du projet, et pour la composante « Suivi et Évaluation » du projet.



Analyses des risques - Projet "Akartho karavugwa"

Risques	Description	Risques externes			Niveau de risque	Gestion de risques / mesures d'atténuation
		Probabilité	Impact			
1	La situation sécuritaire se dégrade et compromet la sécurité des partenaires et intervenants au projet.	Une augmentation de la violence politique et une augmentation du nombre de crimes violents seraient parmi les manifestations d'une détérioration généralisée de la situation sécuritaire dans tout le pays. L'impact sur le projet dépendrait de la nature et de l'intensité de cette détérioration, mais les conséquences possibles comprennent : l'insécurité dans les provinces qui a des répercussions sur la capacité de mener des activités provinciales ; une insécurité généralisée (qui serait d'ordre entre autres, au référendum de mai 2018, annoncé par le gouvernement burundais et à l'approche des élections de 2020, pour les années 2019 et 2020) et un climat de peur conduisant à une réticence des autorités à la base à collaborer à la mise en œuvre du projet ; l'incapacité des ONG à accéder aux zones d'intervention ; attaques contre les employés du projet.	Moyen	Sérieux		Une analyse régulière de la situation, comprenant des évaluations périodiques des risques, sera menée. IW dispose d'un plan de sécurité qui permet la sécurisation des employés, des collaborateurs et dispose aussi d'autres ressources dans la mise en œuvre des opérations.
2	Une pression accrue sur IW pour se conformer à la nouvelle loi sur les ONG et la charte de recrutement proposé dans un climat généralisé de restriction généralisée contre les actions des ONG.	Tout au long de l'année 2017, les ONG ont subi des pressions les incitant à se conformer à la nouvelle loi sur les ONG, dont certaines dispositions étaient jugées arbitraires et contraires à de nombreux instruments juridiques nationaux et règlements internationaux, y compris ceux adoptés par le Gouvernement du Burundi (GoB). Parmi celles-ci, figurait une charte de recrutement, qui a fait l'objet d'efforts de plaidoyer importants de la part du RESO des ONG. Lors d'une réunion avec le Ministre des Affaires Étrangères du Burundi en décembre 2017, aucune solution n'a pu être trouvée à l'impasse entre le RESO et le GoB sur la charte, et le GoB a été silencieux sur la question au début de 2018. Néanmoins, il pourrait être soulevé à nouveau à tout moment, et les ONG pourraient être menacées d'annulation de leurs accréditations à moins de signer cette charte.	Moyen	Sérieux		Cette question nécessite un suivi continu de l'évolution de la situation et une participation active de la part d'Impunity Watch (Chef de mission) aux réunions mensuelles du RESO. Une communication ouverte et franche avec l'Ambassade de Belgique s'impose également, en particulier sur ce qui concerne toute pression exercée sur IW ou les partenaires nationaux. Comme expliqué dans la section 8 de la proposition de projet (« 8. Visibilité du donateur »), une stratégie de communication sera développée au début du projet, couvrant à la fois la communication interne et externe, y compris la communication avec l'Ambassade et le rapportage interne des problèmes ou pressions rencontrées. Les mesures d'atténuation comprennent également le maintien de bonnes relations avec les autorités : les partenaires ont déjà de bonnes relations avec le Gouvernement sur lesquelles s'appuierait le projet, y compris lors de la signature d'un protocole avec les ministères concernés autorisant le projet.
3	Les représailles éventuelles du gouvernement burundais en réaction à ce qui serait perçu comme de la critique ou de l'hostilité à la suite, par exemple, de la production de documents d'analyse, de l'approche de plaidoyer du projet qui serait adoptée et/ou du contenu lié à R5.	Le gouvernement central n'apprécie guère les critiques, surtout lorsqu'il considère que de telles critiques sont injustes, hostiles et potentiellement préjudiciables à la rhétorique et à l'image véhiculée du Burundi, qui est présente (surtout dans les cercles internationaux) comme étant pacifique. Il y a un risque que notre plaidoyer sur R5 soit perçu comme anti-gouvernement.	Moyen	Sérieux		Pour atténuer ces risques, une stratégie de plaidoyer sera développée, adaptée au contexte qui prévaut au Burundi. Les stratégies les plus appropriées au contexte seront choisies, en utilisant des approches "face-à-face", discrètes et non conflictuelles qui ne sont pas perçues comme visant à ternir l'image du Burundi. De plus, des responsables politiques et décideurs nationaux seront pleinement impliqués dans les forums politiques qui seront organisés à Bujumbura, afin de tenter de créer un environnement de collaboration, plutôt que de confrontation. Dans les cas où les documents de plaidoyer doivent être rendus publics, la base méthodologique de l'analyse (basée sur des preuves) sera clairement expliquée et les documents chercheront une approche équilibrée et mesurée plutôt qu'une approche accusatoire.
4	Détérioration du contexte socio-politique	Le référendum prévu en mai 2018 sur les modifications de la constitution risque d'accroître les tensions à travers le pays, en particulier au niveau politique. Cela risque d'entraver la mise en œuvre du projet et augmente la possibilité d'une aggravation de l'insécurité. Les mêmes risques s'appliquent pour les préparations des élections de 2020. Les activités au niveau communautaire sont plus susceptibles de faire l'objet, par les autorités locales, d'un contrôle plus contraignant ; les partenaires/bénéficiaires peuvent subir des pressions pour s'engager davantage dans les prochains scrutins, avec le risque que les ressources du projet soient détournées à cette fin ; et un contexte politique tendu peut entraver la mise en œuvre du projet, entraînant des résultats affaiblis ou retardés.	Haut	Sérieux		Comme expliqué dans la proposition, les partenaires nationaux du projet ont chacun de bonnes relations avec les autorités locales et le gouvernement, ce qui sera déterminant pour les mesures d'atténuation. Les organisations chercheront à maintenir activement ces relations tout au long du projet, en commençant par engager des efforts pour convaincre les gouvernements provinciaux de la pertinence et de l'opportunité du projet et obtenir ensuite, leur autorisation pour la mise en œuvre du projet. Cette autorisation serait concrétisée par des lancements officiels du projet, au niveau national et au niveau provincial (3), mais aussi par des lettres officielles d'autorisation pour le projet. Cela devrait créer plus d'espace permettant aux partenaires de travailler au niveau de la communauté sans beaucoup d'entraves administratives. IW coordonnera les évaluations périodiques des risques avec les partenaires, parallèlement au suivi régulier de la situation sur terrain. Une communication ouverte entre les partenaires et avec le donateur sera prioritaire dans le cas où des changements seraient nécessaires au plan programmatique / ou au niveau de la stratégie d'intervention.

	Rétrécissement de l'espace de la société civile et répression continue du GoB contre les ONG nationales, y compris contre les partenaires d'un consortium; mais aussi résurgence d'un comportement obstructionniste potentiel des autorités locales et provinciales.	Les ONG nationales et les ONGI sont de plus en plus soumises aux demandes déraisonnables des autorités locales et provinciales qui cherchent à créer des obstacles ou à tirer un bénéfice personnel du travail des organisations de développement; ce qui pourrait créer des difficultés pour les organisations partenaires.	Haut	Sérieux	Les partenaires nationaux veilleront à rester neutres et apolitiques et à maintenir de bonnes relations avec l'administration, à tous les niveaux, dès les premières étapes du projet. Cela devrait créer un espace non conflictuel pour les partenaires. Les trois partenaires nationaux choisis pour le projet, jouissent déjà d'une intégration profonde auprès des structures communautaires locales et de ses relations avec les autorités locales dans les provinces d'intervention. Ces dernières ont également été sélectionnées en vertu du travail que les partenaires sont en train d'y effectuer et de l'acceptation des communautés dont ils y bénéficient.
Risques internes - Gestion de projet.					
5	Les organisations partenaires rencontrent des problèmes de collaboration et/ou refusent de collaborer entre elles.	La collaboration entre les trois organisations est cruciale pour le bon fonctionnement du projet, et des problèmes à ce niveau, entraveraient la mise en œuvre du projet.	Bas	Moyen	Un atelier a été déjà organisé pour l'élaboration du projet ("design workshop") qui a permis une construction participative du projet entre IW et ses partenaires et qui a permis à chaque organisation de comprendre son rôle dans le projet. De plus, les partenaires ont déjà collaboré dans le cadre d'un autre programme d'IW. Des réunions semestrielles du projet organisées par IW vont assurer l'harmonisation des actions collectives, mais aussi permettre aux quatre organisations de renforcer leur collaboration.
6	Mauvaise gestion financière due aux faibles capacités des partenaires d'exécution	L'absence de mécanismes de contrôle appropriés pourrait conduire à une mauvaise utilisation des fonds et à la corruption. Cela compromettrait l'exécution des engagements du programme et menacerait la poursuite des opérations et des partenaires.	Bas	Sérieux	IW a déjà conclu des contrats de partenariat avec les trois ONG dans le cadre d'autres programmes. Elles sont ainsi déjà familiarisées avec les exigences financières et de reporting d'IW. Des visites régulières de soutien aux partenaires, sont organisées par les équipes financières et programmatiques d'IW. Les recommandations issues du rapport financier et des audits internes et externes font l'objet d'un suivi systématique.
7	Corruption et fraude à tous les niveaux (secteurs privé et public)	La corruption endémique au Burundi pourrait retarder la mise en œuvre en raison, par exemple, de processus d'approvisionnement plus longs ou de négociations plus longues avec les autorités et les parties prenantes privées.	Moyen	Moyen	IW dispose d'une politique sur la transparence, d'un manuel de procédure interne et d'un code de conduite qui seront les normes de base du projet. IW est membre du RESO, la plateforme d'échanges neutre et apolitique qui constitue un cadre de coopération avec le GoB et d'autres ONGI. Une collaboration flexible et ouverte avec l'Ambassade belge sera privilégiée afin de discuter des situations de corruption / mauvaise conduite qui pourraient survenir, y compris avec le GoB.
Risques internes - Programmatiques					
8	Réticence des membres de la communauté à participer aux actions de prise en charge psychosociales (R1).	Les obstacles socioculturels peuvent restreindre la participation des hommes, des femmes et des jeunes aux actions de prise en charge psychosociales. Par exemple, la crainte d'être stigmatisés chez les femmes victimes de VBG, les masculinités empêchant les hommes de demander de l'aide.	Bas	Moyen	THARS a de nombreuses années d'expérience dans ce domaine. Parmi les actions qu'ils mettront en œuvre, il y aura la formation et la sensibilisation au soutien psychosocial afin d'encourager la population à participer à des sessions d'écoute et de prise en charge psychosociale de base.
9	La capacité des organisations partenaires à mettre en œuvre le projet est dépassée, ce qui accroît les risques et nuit à la performance de ce dernier.	Cela peut avoir un impact sur la qualité des rapports et des résultats escomptés; et ainsi limiter l'impact du projet	Bas	Moyen	Les partenaires ont été sélectionnés en raison de leur expérience dans la conduite de projets similaires avec IW. Un suivi financier et programmatique régulier sera effectué par IW pour assister les partenaires et afin de continuer à renforcer leurs capacités. Des mécanismes de rapports financiers et narratifs internes seront mis en place pour la supervision régulière des partenaires. Visites régulières de suivi sur terrain pour soutenir la mise en œuvre du projet seront menées par IW.
10	L'identification des bénéficiaires semble être mono-ethnique ou ethniquement biaisée.	Cela peut avoir un impact sur la qualité des résultats escomptés et limiter l'impact du projet. Cependant, les crises qui se sont succédées au Burundi ont fait que désormais, sur les collines burundaises, l'ont peut trouver des communautés monoethniques et d'une seule couleur politique quasiment. Cela veut dire que l'indivisibilité ethnique et politique constituera un défi.	Bas	Moyen	Veiller à ce que le projet favorise effectivement la diversité et l'inclusivité à travers des critères de sélection clairs et des procédures convenues, de commun accord, pour le travail communautaire. Communication claire des critères de sélection et transparence du processus entre tous les partenaires. Implication des communautés respectives dans la sélection des bénéficiaires pour créer l'appropriation, la transparence et la responsabilité.
11	Cooptation des structures communautaires.	Les structures communautaires déjà en place constituent un élément important de la stratégie de sensibilisation et de mobilisation (R2 et R3). Leur cooptation par des "spoilers" pourrait rendre ces structures incapables de fonctionner.	Moyen	Sérieux	Les partenaires du projet assureront l'appropriation de chaque structure ("local ownership") par les communautés; en même temps, une relation de collaboration sera maintenue avec les autorités locales. Des analyses des acteurs et du pouvoir seront menées par les partenaires pour identifier les spoilers potentiels et leurs interactions, leurs besoins et leurs peurs, afin de dégrader des incitations qui serviraient de base à une stratégie de sensibilisation.

13	La peur des communautés, en particulier des jeunes, de discuter des problèmes liés aux mémoires du passé.	Pour de nombreux Burundais, en particulier les jeunes, le sujet de justice transitionnelle et les mémoires du passé est nouveau et il y a beaucoup de peur associée au fait de parler du passé, surtout dans le contexte actuel.	Moyen	Sérieux		Chacun des partenaires travaille déjà sur des programmes concernant la justice transitionnelle et la mémoire et ont l'habitude de discuter de ces questions avec les communautés. Les stratégies qui ont déjà été testées seront utilisées dans la stratégie d'intervention. Parmi ces dernières, les plus importantes seront la sensibilisation et le renforcement de la confiance. Ce sont des actions en soi, mais aussi des stratégies à employer qui faciliteront le travail au niveau communautaire. La stratégie d'intervention a été conçue de manière à ce qu'elle avance progressivement en fonction des connaissances acquises et de la confiance accrue entre les membres des communautés locales. Chacun des trois partenaires est extrêmement expérimenté dans ce domaine.
14	Réticence, résistance ou opposition ouverte des principales parties prenantes - en particulier les jeunes, tels que les Imbonerakure - à s'engager dans des activités ou à atteindre les objectifs du projet.	Certains acteurs sont en position d'agir comme des "spoiliers" et sont classés comme difficiles à atteindre. Si ces acteurs (par exemple les Imbonerakure) ne sont pas atteints, le succès du projet pourrait se limiter à ceux qui sont déjà ouverts aux objectifs du projet.	Moyen	Sérieux		Des analyses des acteurs et de leur pouvoir aux niveaux national, provincial et local seront menées pour identifier les spoilers potentiels et leurs interactions, leurs besoins et leurs peurs. La sensibilisation et l'intégration des spoilers potentiels dans les activités du projet dès le début, sur la base des incitations identifiées, seront utilisées.

Projet : « AKARIHO KARAVUGWA »

Budget

05/12/2017

#	Coûts	Toute la période du projet (42 mois)					Montant demandé au bailleur
		Unité	# d'unités	Coût unitaire	Total des coûts		
A. Coûts directs							
1. Ressources humaines (*salaire de base, assurances, etc.)							
1,1	Chef de Mission / Project Director 0,15 fte	Mois	42	€ 6.225,00	€ 261.450,00	€ 39.217,50	
1,2	Project Lead + Researcher 1fte	Mois	41	€ 1.300,00	€ 53.300,00	€ 53.300,00	
1,3	Researcher 1fte	Mois	41	€ 1.000,00	€ 41.000,00	€ 41.000,00	
1,4	Finance & Operations Coordinator 0,2 fte	Mois	42	€ 1.300,00	€ 54.600,00	€ 10.920,00	
1,5	Financial & Administrative Assistant 0,2 fte	Mois	42	€ 900,00	€ 37.800,00	€ 7.560,00	
1,6	Driver & Logistician 0,8 fte	Mois	41	€ 350,00	€ 14.350,00	€ 11.480,00	
Sous-total 1 ressources humaines					€ 462.500,00	€ 163.477,50	

2. Equipement et fournitures						
2,1	Laptop & logiciel (2 staff)	Unit	2	€ 1.000,00	€ 2.000,00	€ 2.000,00
2,2	Tables (2 staff)	Unit	2	€ 200,00	€ 400,00	€ 400,00
2,3	Chaises (2 staff)	Unit	2	€ 150,00	€ 300,00	€ 300,00

USAGE INTERNE - N5 - INTERN GEBRUIK

2,4	Véhicule (*à la fin du projet, à remettre à l'un des partenaires)	Unit	1	€ 32.000,00	€ 32.000,00	€ 32.000,00
2,5	Carburant, taxe, assurance, entretien	Mois	39	€ 400,00	€ 15.600,00	€ 15.600,00
Sous-total 2 équipement et fournitures						€ 50.300,00
3. Activités de démarrage						
3,1	Recrutement du personnel et induction	Personne	2	€ 150,00	€ 300,00	€ 300,00
3,2	Renforcement des capacités de partenaires et staff IW	Formation	2	€ 2.000,00	€ 4.000,00	€ 4.000,00
3,3	Harmonisation des approches	Session	1	€ 500,00	€ 500,00	€ 500,00
3,4	Mise à jour des modules développés par IW sur la JT et le développement d'un module sur la mémorisation	-	-	€ -	€ -	€ -
3,5	Développement, traduction et impression des outils de formation et de sensibilisation sur la mémorisation	Lump	1	€ 10.000,00	€ 10.000,00	€ 10.000,00
3,6	Développement des plans opérationnels détaillés et budgets des partenaires	-	-	€ -	€ -	€ -
3,7	Signature des contrats avec les trois partenaires	-	-	€ -	€ -	€ -
3,8	Identification des communes et des collines d'intervention dans les trois provinces	-	-	€ -	€ -	€ -
3,9	Développement d'une stratégie de communication (y compris production du logo du projet, etc.)	Jours	20	€ 200,00	€ 4.000,00	€ 4.000,00
3,10	Lancement officiel du programme (national)	Lancement	1	€ 1.500,00	€ 1.500,00	€ 1.500,00
3,11	Lancement officiel du programme (provincial)	Province	3	€ 850,00	€ 2.550,00	€ 2.550,00
3,12	Etablir l'état des lieux (recherche-mapping) des initiatives communautaires et leurs initiateurs	Lump	1	€ 1.500,00	€ 1.500,00	€ 1.500,00
Sous-total 3 activités de démarrage						€ 24.350,00
4. Suivi & MEAL						
4,1	Visites de suivi et soutien aux partenaires (4 jours par mois * 6 mois * 3	Jours	144	€ -	€ -	€ -

USAGE INTERNE - N5 - INTERN GEBRUIK

	ans * 2 personnes)			50,00	7.200,00	7.200,00
4,2	Visites de terrain bailleur (1 par an)	Visite	3	€ 500,00	€ 1.500,00	€ 1.500,00
4,3	Baseline et enquête à mi-parcours	Enquête	2	€ 5.000,00	€ 10.000,00	€ 10.000,00
4,4	Renforcement annuel des capacités des partenaires (€500 * 3 partenaires * 2 ans)	Partenaire	6	€ 500,00	€ 3.000,00	€ 3.000,00
4,5	Renforcement annuel des capacités du staff IW (€850 * 2 staff * 3 ans)	Staff	6	€ 850,00	€ 5.100,00	€ 5.100,00
4,6	Réunions semestrielles de planification et d'harmonisation (2 par an)	Réunion	6	€ 850,00	€ 5.100,00	€ 5.100,00
Sous-total 4 activités de suivi & MEAL					€ 31.900,00	€ 31.900,00
5. Stratégie d'intervention (activités)						
Sous-traitance partenaires						
5,1	Dushirehamwe coûts directs	Mois	36	1.923,14	69.232,91	69.232,91
5,2	MIPAREC coûts directs	Mois	36	2.077,89	74.804,12	74.804,12
5,3	THARS coûts directs	Mois	36	1.159,91	41.756,64	41.756,64
Sous-total sous-traitance partenaires					€ 185.793,68	€ 185.793,68
Résultat 1 (Stratégie 1) Ecoute et prise en charge psychosocial des victimes des violences du passé						
Activité 1.1. Renforcement des structures communautaires existantes (salons thérapeutiques) au niveau provincial					55.000,00	55.000,00
Activité 1.2. Identification des assistants psychosociaux dans les communautés					35.170,29	35.170,29
Activité 1.3. Formations des APS sur les notions de prise en charge psychosociale de base dans le cadre de la reconstruction du tissu social					7.432,29	7.432,29
Activité 1.4. Organiser les séances de sensibilisation sur les traumas liés aux violences du passé, symptômes, conséquences de ces traumas dans les communautés et la gestion de ces derniers.					7.726,29	7.726,29
Activité 1.5. Organiser des séances de supervision clinique des assistants psychosociaux (partage d'expériences, renforcement et réduction de stress)					2.862,50	2.862,50
Activité 1.6. Organiser les séances de sensibilisation / de renforcement des capacités des administratifs locaux, des corps en uniformes sur le rôle de la mémoire dans la reconstruction sociale.					3.385,71	3.385,71
Activité 1.7. Organiser des sessions de guérison de mémoires pour les victimes des violences du passé afin de favoriser la résilience psychologique					20.000,00	20.000,00
Activité 1.8. Organiser des descentes de suivi et de coaching collégial des structures communautaires.					2.914,29	2.914,29
Activité 1.9. Accompagnement des assistants psychosociaux au moment des dialogues communautaires et des dialogues intergénérationnels					2.627,14	2.627,14

USAGE INTERNE - N5 - INTERN GEBRUIK

Activité 1.10. Renforcement des capacités des organisations intervenant sur le projet sur la manière la plus efficace d'accompagner et de soutenir les victimes	2.462,86	2.462,86
Sous-total Résultat 1	€ 139.581,35	€ 139.581,35
Résultat 2 (Stratégie 2) Sensibilisation & mobilisation		
Activité 2.1. Prise de contact avec l'administration & séances de présentation du programme auprès de l'administration provinciale et communales	1.445,71	1.445,71
Activité 2.2. Identification des zones d'intervention (communes)	722,86	722,86
Activité 2.3. Identification des communautés cibles (collines, 5/commune)	3.378,86	3.378,86
Activité 2.4. Identification des structures communautaires là où elles n'existent pas	7.426,86	7.426,86
Activité 2.5. Développement ou mise à jour des modules relatifs à l'activité 2.6	-	0,00
Activité 2.6. Renforcement des capacités des structures communautaires (comités de paix, leaders communautaires, clubs de jeunes, les Bashingantahe, autorité locales)	65.664,57	65.664,57
Activité 2.7. Sessions de sensibilisation au niveau communautaire	34.158,29	34.158,29
Activité 2.8. Sessions de théâtre interactif - 1 session par commune par an à partir de la 2ème année (1 * 12 communes * 2 ans @ 1,000 / session)	24.000,00	24.000,00
Activité 2.9. Sensibilisation et information par le biais des médias	15.000,00	15.000,00
Sous-total Résultat 2	€ 151.797,14	€ 151.797,14
Résultat 3 (Stratégie 3) Initiatives de mémoires communautaires		
Activité 3.1. Organisation des dialogues communautaires sur la problématique des récits multiples et la mémorisation.	19.604,00	19.604,00
Activité 3.2. Organiser des séances d'échange entre les membres d'une communauté sur cette problématique.	19.192,11	19.192,11
Activité 3.3. Organiser des séances d'échange avec les administratifs sur leur rôle dans le processus de JT et dans la promotion des mémoires collectives.	4.241,14	4.241,14
Activité 3.4. Organiser des séances de thérapie	13.557,71	13.557,71
Activité 3.5. Organisation des dialogues intergénérationnels sur la gestion des mémoires	21.380,57	21.380,57
Activité 3.6. Identifier des cas de modèle d'initiatives mémorielles réussies dans les communautés	342,86	342,86
Activité 3.7. Organiser des séances d'échange d'expériences de ces communautés, au niveau communal	20.726,97	20.726,97

Activité 3.8. Organiser des séances de partage de sensibilisation sur des résultats des dialogues communautaires et intergénérationnels sur la problématique des récits multiples et la memorialisation.	19.033,14	19.033,14
Activité 3.9. Mise en place par les communautés cible des initiatives des mémoires communautaires sur base des résultats des dialogues	11.044,57	11.044,57
Activité 3.10. Accompagner les communautés dans la mise en place des initiatives de mémoires	24.738,29	24.738,29
Activité 3.11. Publication et diffusion des histoires et récits issus des communautés (avec la collaboration d'IW)	-	-
Sous-total Résultat 3	€ 153.861,37	€ 153.861,37
Résultat 4 (Stratégie 4) Renforcement des OSC		
Activité 4.1. Mapping des OSC et les réseaux d'acteurs travaillant sur la JT	0	0,00
Activité 4.2. Renforcement des capacités des OSC travaillant sur la JT à exécuter des stratégies politiques et à construire des réseaux	Session 8	2.000,00
Activité 4.3. Renforcement des capacités sur la JT des OSC	Session 8	2.000,00
Activité 4.4. Soutenir l'apprentissage systématique et MEAL en utilisant des méthodes qualitatives pour recueillir des informations que les OSC (partenaire et OSC identifiées dans les communautés) utilisent dans leur plaidoyer pour connecter les communautés aux processus politiques.	Atelier 6	2.000,00
Activité 4.5. Sessions d'échange des différents résultats entre les organisations partenaires et les OSC identifiées travaillant sur la JT afin de favoriser le réseautage et les stratégies communes de plaidoyer	Session 4	2.500,00
Activité 4.6. Organisation des réunions multipartites régulières entre les OSC, acteurs politiques et acteurs internationaux pour disséminer des informations sur les besoins de victimes (plaidoyer)	Réunions 4	10.000,00
Activité 4.7. Organisation des ateliers de formation à l'endroit des organisations partenaires sur la manière la plus efficace d'accompagner et de soutenir les victimes	Atelier 3	2.000,00
Sous-total Résultat 4	€ 70.000,00	€ 70.000,00
Résultat 5 (Stratégie 5) Recherche & plaidoyer		
Activité 5.1. Développement et mise en oeuvre d'une stratégie de plaidoyer (Ressources humaines déjà budgétisées)	-	0,00
Activité 5.2. Recherches pour recueillir et analyser des besoins des communautés, victimes et citoyens	Recherch 6	3.200,00
Deux recherches sur terrain par an		19.200,00

	he				
Activité 5.3. Développement et dissémination régulière de policy briefs et documents d'analyse visant des décideurs internationaux					
Traduction et impression de 6 documents	Document	6	2.000,00	12.000,00	12.000,00
Activité 5.4. Plaidoyer multidimensionnel sur la prise en compte des besoins des communautés en matière de gestion de mémoires					
Lobby visits	Visite	9	500,00	4.500,00	4.500,00
Activité 5.5. Plaidoyer pour s'assurer de la participation effective aux processus des garanties de non-répétition, y compris l'appui à la participation des acteurs de la SC à participer dans les événements de plaidoyer externes					
	An	3	3.000,00	9.000,00	9.000,00
Activité 5.6. Mapping des organisations et instituts (intergouvernementaux, institutionnels) internationaux travaillant sur la JT ou la lutte contre l'impunité en vue de développement du réseau d'IW + du renforcement des capacités du personnel IW + visite d'immersion/échange d'expérience					
(Ressources humaines déjà budgétisées)	-	0	0,00	0,00	0,00
Activité 5.7. Organisation des fora politiques au Burundi avec des décideurs nationaux et internationaux (auxquels participent les organisations partenaires)					
Trois fora politiques, soit 1 fois par an	Forum	3	2.000,00	6.000,00	6.000,00
Sous-total Résultat 5			€ 50.700,00	€ 50.700,00	€ 50.700,00
Sous-total 5 stratégie d'intervention (activités)			€ 751.733,55	€ 751.733,55	€ 751.733,55
6. Activités de clôture					
6,1 Développement d'une stratégie de durabilité (pérennisation) et de sortie pour assurer la continuité des activités clés par les communautés	Atelier	1	€ 1.000,00	€ 1.000,00	€ 1.000,00
6,2 Sessions de clôture dans chaque province	Session	3	€ 1.000,00	€ 3.000,00	€ 3.000,00
6,3 Session de clôture à Bujumbura avec des autorités et les donateurs pour partager et discuter les résultats de l'évaluation finale.	Session	1	€ 2.000,00	€ 2.000,00	€ 2.000,00
Sous-total 6 activités de clôture			€ 6.000,00	€ 6.000,00	€ 6.000,00
B. Coûts de structure					
7. Bureau local					
7,1 Location bureau	Mois	42	€ 850,00	€ 35.700,00	€ 7.140,00
7,2 Utilities	Mois	42	€ 250,00	€ 10.500,00	€ 2.100,00

Y

